



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/999
S/1998/704
30 juillet 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 61 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 28 juillet 1998, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 28 juillet 1998, qui vous est adressée par S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Tuluy TANÇ

ANNEXE

Lettre datée du 28 juillet 1998, adressée au Secrétaire général
par le représentant de la République turque de Chypre-Nord

Monsieur le Secrétaire général,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer aux lettres datées des 2, 9, 15 et 23 juillet 1998 qui vous ont été adressées par les représentants chypriotes grecs à l'Organisation des Nations Unies et qui contiennent des allégations concernant des "violations de l'espace aérien de la République" (A/52/973-S/1998/609, A/52/976-S/1998/622, A/52/984-S/1998/651, A/52/988-S/1998/670 et A/52/991-S/1998/683).

Je rappelle que des accusations analogues concernant de prétendues violations de l'espace aérien ont été rejetées catégoriquement dans des communications que nous vous avons adressées précédemment, la dernière en date étant ma lettre du 7 juillet 1998 (A/52/977-S/1998/626). Les allégations actuelles étant du même ordre, elles ne méritent pas de réponse détaillée. Qu'il suffise de redire ici que les vols effectués à l'intérieur de l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord ont lieu au su et avec le plein consentement des autorités compétentes de l'État, sur lequel le régime chypriote grec usurpateur du sud de l'île n'exerce ni juridiction ni autorité.

Ces allégations que l'Administration chypriote grecque ne cesse de lancer servent en réalité à faire prévaloir le mythe selon lequel elle exerce sa juridiction et son autorité sur l'ensemble de l'île. Cette attitude prouve que la partie chypriote grecque n'est pas disposée à accepter les réalités de la situation actuelle dans l'île (à savoir l'existence de deux peuples souverains et de leurs États respectifs) et à engager un dialogue constructif sur cette base. Un règlement de la situation sur l'île dans un esprit de partenariat passe par une attitude réaliste des Chypriotes grecs.

Il est devenu urgent que les parties concernées reconnaissent ouvertement que l'administration exclusivement chypriote grecque, dont la juridiction ne s'étend que sur la partie de l'île sous contrôle chypriote grec, n'est pas et ne peut pas être le gouvernement du peuple chypriote turc ou de l'île tout entière.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République turque
de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER
